

Demnächst eine „épicerie solidaire“

Harry Schüller, Objectif Plein Emploi

Teil 4 der Serie, mit der die Präsidenten der „Centre d'initiative et de gestion“ (CIG) vorgestellt werden, präsentiert Ali Thull, Präsident des CIGL Hesperingen.

Herr Thull, was verstehen Sie unter Solidarwirtschaft?

Ali Thull: In unserer Gemeinde wird der Begriff „Solidarwirtschaft“ mit dem CIGL gleichgesetzt, denn das CIGL, das in diesem Jahr sein 10-jähriges Bestehen feiert, wird hier von den Bürgern als Medium der Solidarwirtschaft verstanden.

Die Bürger und auch die bei uns für zwei Jahre Beschäftigten wissen, dass das CIGL solidarwirtschaftlich arbeitet.

Das CIGL bietet Dienstleistungen an, die die Privatwirtschaft aus Kostengründen nicht erbringen kann, die aber notwendig sind und den Bürgern unmittelbar zugute kommen, weshalb sie auch gut angenommen werden, als Beispiel sei hier der „Service de proximité“, also der Nachbarschaftsdienst genannt, den viele der anspruchsberechtigten Bürger (man muss mindestens 60 Jahre alt sein) im Winter sehr gern für den Schneeräumdienst beauftragt haben und der im Sommer Gartenarbeiten wie das

Rasenmähen anbietet.

Ein Engagement in der Politik ist abwechslungsreich und fordernd.

Was hat Sie dazu bewegt, sich politisch einzubringen?

A.T.: Ich bin bereits früh mit der Politik in Kontakt gekommen, denn mein Vater war als Gemeinderat tätig.

Bei meinen Aktivitäten im Fußballverein und in der Partei bin ich von vielen Leuten gefragt worden, ob ich mich auch gemeindepolitisch engagieren wollte.

Dies habe ich sehr gern getan. In der gemeindepolitischen Arbeit gefällt mir vor allem die Nähe zum Bürger, weshalb ich meine politische Tätigkeit auch lieber auf Gemeindeebene beibehalten möchte und die Arbeit in der Landespolitik eher nicht anstrebe.

Sie sind politisch tätig und engagieren sich zusätzlich sehr im CIGL.

Welche Gründe und Anlässe gibt es hierfür?

A.T.: Die Arbeit im CIGL liegt mir sehr am Herzen und macht viel Freude. Hier kann ich den Bürgern dienen und direkten Kontakt zu ihnen haben, wenn sie unsere Unterstützung benötigen.



Foto: OPE

Der Präsident des CIGL Hesperingen, Ali Thull

Die Funktion des CIGL-Präsidenten übe ich seit nunmehr zwei Jahren aus und habe dabei die Aufgabenbereiche der vorherigen Präsidentin übernommen.

Die Freude an dieser Position und das Engagement für diese Tätigkeit sind auch dadurch begründet, dass es sowohl innerhalb des CIGL-Teams als auch

des Verwaltungsrates ein sehr gutes Verständnis gibt und wir ein sehr gutes Verhältnis untereinander haben.

Welche Wünsche haben Sie für die künftige Entwicklung der SW im lokalen Rahmen?

A.T.: Für unsere Gemeinde möchte ich zunächst den Be-

stand sichern, beispielsweise betreffend die Ciglotheik, Bücher³ und Kalendula. In Sachen Bücher³ sind Lesungen mit neu bekannten luxemburgischen Schriftstellern vorgesehen. Im einzelnen heißt das, dass 3 Mal pro Jahr drei verschiedene luxemburgische Schriftsteller in unseren drei Bücherstuben (Esch, Hesperingen und Pettingen) Lesungen geben.

Wir wollen auch eine „épicerie solidaire“ einrichten, in der lokale Produkte hergestellt und verkauft werden sollen, z.B. Säfte und Marmeladen.

Produkte, die wir nicht selbst herstellen können, beispielsweise Kaffee, werden aus dem Fair-Trade-Sortiment übernommen.

Außerdem soll die Internetstufe samt Dienstleistungen erweitert werden.

Wie sehen Sie die zukünftigen Entwicklungsmöglichkeiten der SW auf nationaler Ebene?

A.T.: Eine übergreifende Zusammenarbeit mit anderen CIGs wäre hier anzustreben, um den Informationsaustausch zu intensivieren und auch weitere Anregungen für Projekte untereinander zu besprechen, sodass wir insgesamt einen standortübergreifenden Austausch bei unseren Tätigkeiten etablieren können.

Une formation de l'INEES

ParticipAction: pour que chacun apporte sa pierre à l'édifice!

Camille Michel - INEES

Des feutres, du papier coloré, de la ficelle, de la musique et surtout de la bonne humeur ...

Il n'en fallait pas plus pour lancer une semaine de formation (entre le 18 et le 24 avril) en français sur le thème de la participation des jeunes: „ParticipAction“.

Organisé par l'Institut européen pour l'Économie solidaire dans le cadre du projet européen Jeunesse en action, cette semaine en auberge de jeunesse à Lultzhausen au bord du lac de la Haute-Sûre a permis à 17 jeunes européens d'en savoir plus sur la coopération, la participation, l'entraide, la politique...

A travers des activités ludiques et pédagogiques, Zóra et Adriana



les deux formatrices spécialement venues d'Hongrie et du Brésil ont envoûté des participants motivés.

Ce programme est l'aboutissement de longs mois de préparation entre les partenaires de France, Luxembourg, Bulgarie,

Hongrie, Italie, Roumanie, Turquie, Pologne et Grèce. Mais le résultat en valait la chandelle: construire de la fraternité et de la

solidarité entre les peuples! Rendez-vous l'année prochaine, autre thème, autre lieu, même ambiance!

Assemblée générale du CRIDA

L'économie solidaire: un projet politique et citoyen

Eric Lavillunière - INEES

Le 12 avril à Paris, Eric Lavillunière (INEES) participait à l'Assemblée générale du CRIDA (Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie).

Ce laboratoire fondé à l'initiative de Jean-Louis Laville en 1985 fut précurseur en matière d'économie solidaire et s'interroge aujourd'hui sur sa stratégie. En effet de nombreuses offensives des réseaux d'entreprises sociales, du social business ou de responsabilité sociale des entreprises qui ont le vent en poupe s'ajoutent à l'agenda de „l'entreprendre autrement“ qui était historiquement occupé par l'économie sociale et

plus récemment par l'économie solidaire. Jean-Louis Laville nous rappelait que ces phénomènes actuels ne sont pas sans rappeler l'avènement de l'économie sociale au milieu du XIXème siècle qui portait un mouvement de démocratie dans l'économie déstabilisant pour l'ordre économique classique qui imposa son modèle: c'est l'accumulation de richesse qui règle les problèmes sociaux (autrement dit le capitalisme marchand). C'était parti pour 150 ans de règne sans partage, accepté par toutes les sociétés démocratiques des pays développés. Mais à partir des années 70 la question des „dégâts du progrès“ se pose avec l'émergence de nouveaux collectifs dits d'économie solidaire (les coopératives qui

étaient nées pour changer le marché ne se positionnant pas pour porter un nouveau projet de société). L'avènement encore plus récent de l'entrepreneuriat social vise à dépolitiser le débat: le capitalisme est le seul modèle possible qu'il faut humaniser en posant la question de l'utilité sociale et de la responsabilité sociale des entreprises.

Laurent Fraise nous indiquait qu'avec cette nouvelle donne, la construction politique de l'économie sociale et solidaire (ESS) pourrait se trouver marginalisée. C'est la réussite individuelle de l'entrepreneur social qui est mise en exergue, là où l'ESS portait du changement collectif et citoyen.

Mais Laurent Gardin* met en garde les acteurs de l'ESS: il est

difficile pour le grand public de comprendre toutes ces subtilités. Comme le dit Tarek Ghezali (délégué général du MOUVES en France) sur www.youphilil.com, loin de s'opposer, ces courants se croisent, se chevauchent et se nourrissent mutuellement. De leur fertilisation croisée, de leur convergence, émerge un nouveau paradigme de l'entreprise. Ces trois courants constituent en effet les trois pieds de l'entreprise de demain. Que l'un d'eux vienne à manquer et la dérive n'est jamais loin. Moins d'esprit non-lucratif et la recherche du profit maximum peut corrompre le projet (voir événements récents du microcrédit). Moins de démocratie dans la gouvernance et la sur-personnalisation du projet sur la fi-

gure de l'entrepreneur peut mettre en cause sa pérennité. Que le souci de l'impact social soit relégué en arrière-plan et le risque de ne se focaliser que sur les „inclus“ et la profitabilité augmente (voir les dérapages boursiers de certaines filiales de banques coopératives). Ces trois dynamiques, en tension, sont donc aussi bien complémentaires qu'indispensables.

Mais comme l'indiquait Laurent Gardin, on ne peut réduire l'économie solidaire à un prestataire de services qui structure son offre en répondant aux marchés publics!

Pour Jean-Louis Laville qui conclut ces interventions „l'entreprise ne peut être la seule forme de transformation sociale“.